

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
 Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

- 19 novembre — Ordonnance concernant les opérations de la caisse des dépôts et consignations en Afrique française. 212

1944

- 31 janvier — Ordonnance interprétative relative à la répression des faits de dénonciation. 220
- 12 février — Décret portant dégagement de responsabilité des chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo, en matière de transports. (Arrêté de promulgation n° 192 Cab. du 11 avril 1944) 213
- 14 février — Ordonnance étendant la compétence du tribunal militaire d'armée. (Arrêté de promulgation n° 193 Cab. du 11 avril 1944) 213
- 14 février — Arrêté portant création d'un insigne de la Marine Marchande. 214
- 14 février — Ordonnance autorisant la création d'un compte spécial dans les écritures du service central du trésor 214
- 15 février — Décret modifiant l'article 26 du décret du 19 mai 1939 relatif au statut du personnel des chemins de fer coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 194 Cab. du 11 avril 1944) 215
- 16 février — Arrêté relatif au fonctionnement du compte spécial « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord » 214
- 18 février — Ordonnance concernant les opérations de la caisse des dépôts et consignations 213
- 21 février — Décret relatif aux traitements et soldes de certains fonctionnaires et militaires internés et admis à re-

- prendre du service. (Arrêté de promulgation n° 195 Cab. du 11 avril 1944) 216

- 23 février — Arrêté interministériel modifiant l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 fixant le taux maximum des allocations pour les territoires d'outre-mer et déléguant pouvoirs aux chefs de territoires pour fixer les détails d'application du décret du 1^{er} septembre 1939. (Arrêté de promulgation n° 196 Cab. du 11 avril 1944) 216
- 28 février — Ordonnance concernant la réintégration des officiers ministériels. (Arrêté de promulgation n° 199 Cab. du 11 avril 1944) 217
- 28 février — Ordonnance concernant l'utilisation des films cinématographiques. (Arrêté de promulgation n° 199 Cab. du 11 avril 1944) 217
- 28 février — Décret portant modification de l'organisation des sociétés indigènes de prévoyance au Togo. (Arrêté de promulgation n° 201 Cab. du 14 avril 1944) 218
- 29 février — Décret concernant les financements des opérations des sociétés de prévoyance de l'A. O. F. et du Togo. (Arrêté de promulgation n° 201 Cab. du 14 avril 1944) 219
- 29 février — Décret rendant applicable aux colonies l'ordonnance interprétative du 31 janvier 1944 relative à la répression des faits de dénonciation. (Arrêté de promulgation n° 197 Cab. du 11 avril 1944) 220
- 29 février — Décret approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires aux budgets locaux du Togo, exercices 1943 et 1944 (Arrêté de promulgation n° 198 Cab. du 11 avril 1944) 220
- 2 mars — Ordonnance fixant la composition et le mode de désignation des juges du tribunal militaire de cassation d'Alger appelé à statuer sur les oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du tribunal militaire d'armée et déterminant le tribunal compétent en cas de renvoi après cassation. (Arrêté de promulgation n° 199 Cab. du 11 avril 1944) 218

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

29 février	— No 650 SE. — Arrêté général complétant celui du 5 novembre 1943, no 3839 SE. relatif au régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique	221
15 mars	— No 779 F. — Arrêté général complétant l'arrêté no 3215 F. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix (<i>rendu applicable au Togo par arrêté local no 190 AE/3 du 10 avril 1944</i>)	221
	Modifications à l'instruction du 22 septembre 1943 pour l'application de l'arrêté du 8 septembre 1943 réglementant les prix en A. O. F.	222
24 mars	— No 879 IP. — Arrêté général interdisant aux élèves de toutes les écoles et établissements d'enseignement publics ou privés de l'A. O. F. et du Togo de pratiquer un sport quel qu'il soit en dehors de l'association sportive de l'établissement scolaire où ils sont régulièrement inscrits.	222
4 avril	— No 997 BLOC./AOF. — Arrêté général portant inscription sur une liste d'ennemis.	222

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

24 mars	— No 158 F. — Arrêté fixant à nouveau les taux de cession de main-d'œuvre pénale	223
24 mars	— No 159 SE. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie, les locaux, enclos et pâturages du quartier Gnèkonakpoé (banlieue de Lomé) dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.	223
25 mars	— No 161 ss. — Arrêté abrogeant l'arrêté no 81 ss. du 20 février 1944 portant mesures sanitaires.	223
25 mars	— No 138 PTT. — Décision fixant le montant mensuel de l'indemnité de responsabilité allouée aux receveurs-gérants des bureaux de postes du territoire pendant l'année 1944	223
29 mars	— No 166 AE./1. — Arrêté fixant les prix du piment en 1944	223
29 mars	— No 167 E. — Arrêté fixant le nombre hebdomadaire d'heures de cours exigible au personnel de l'école primaire supérieure de Lomé	224
31 mars	— No 171 APA. — Arrêté portant regroupement de certains cantons de la subdivision de Dapango (Cercle de Mango).	224
6 avril	— No 176 APA. — Arrêté fixant la composition de la commission des réquisitions des personnes.	224
8 avril	— No 182 AE./1. — Arrêté portant fermeture de la campagne de cacao.	225
8 avril	— No 183 P. — Arrêté créant au Togo un cadre local subalterne d'agents de Police	225
8 avril	— No 185 D. — Arrêté fixant le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des droits de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie	227

8 avril	— No 186 D. — Arrêté portant fixation du taux de remboursement des plombs apposés par le service des douanes du Togo.	228
8 avril	— No 187 D. — Arrêté fixant les taxes de magasinage des marchandises constituées en dépôt dans le magasin des douanes.	229
8 avril	— No 188 D. — Arrêté modifiant l'arrêté no 674 du 20 décembre 1930 autorisant le service des douanes à délivrer certains imprimés et fixant le taux de remboursement desdits imprimés	229
	Additif à la décision no 604 TP. du 30 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition	229
	Additif aux arrêtés nos 68 F, 69 F et 70 F du 5 février 1944 relatifs aux indemnités	230
	Rectificatifs au règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du territoire du Togo.	230
	Erratum à l'arrêté no 120 F. du 6 mars 1944 réglementant à nouveau le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo (Cercle de Sokodé)	230
	Personnel	230
	Divers	232

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours	{ Contrôleur et vérificateur des douanes de l'A. O. F.	235
	{ Inspecteur-auxiliaire de la Police du Togo	235
	Notice de renseignements à l'usage des civils, militaires et marins et de leurs familles dirigés de l'A.O.F. sur l'A.F.N., la Corse et sur tous autres territoires français libérés	235
	Domaines	237

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Caisse des dépôts et consignations

ORDONNANCE du 19 novembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel no 4 quater du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 15 novembre 1942, les fonds libres de la Caisse des dépôts et consignations provenant d'opérations faites en Afrique française du Nord, seront versés au Trésor français d'Afrique, qui sera susceptible par ailleurs de faire des avances à la Caisse des dépôts et consignations pour les mêmes opérations, si besoin est.

ART. 2. — Il est créé à Alger un Comité de gestion des intérêts de la Caisse des dépôts et consignations en Afrique française, composé comme suit :

L'Inspecteur général des Finances, Chef de la Mission d'Afrique du Nord ou son représentant;

Les Directeurs des Finances d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ou leurs représentants;

Le Directeur général de la Banque de l'Algérie ou son représentant;

Le Directeur général de la Banque d'Etat du Maroc ou son représentant;

Le Commissaire du Crédit Foncier de France près le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

ART. 3. — Ce Comité de gestion aura pour attributions de fixer les opérations qui continueront à être exécutées pour le compte de la Caisse des dépôts et consignations en Afrique et les modalités financières de ces opérations.

ART. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 19 novembre 1942.

F. DARLAN.

ORDONNANCE du 18 février 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'acte dit « Ordonnance du 19 novembre 1942 » concernant les opérations de la Caisse des Dépôts et Consignations en Afrique française;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont validées, à compter de la date de leur mise en vigueur, les dispositions de l'acte dit « Ordonnance du 19 novembre 1942 » concernant les opérations de la Caisse des Dépôts et Consignations en Afrique Française.

ART. 2. — L'article 2 de l'ordonnance du 19 novembre 1942 susvisée est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Il est créé à Alger un Comité de Gestion des Intérêts de la Caisse des Dépôts et Consignations composé comme suit :

« L'Inspecteur général des Finances, Chef de la Mission d'Afrique du Nord ou son représentant, Président.

« Un représentant du Commissariat aux Finances.
« Un représentant du Commissariat aux Affaires Sociales.

« Le Directeur général de la Caisse centrale de la France d'Outre-Mer, ou son représentant.

« Les Directeurs des Finances d'Algérie, de Tunisie et du Maroc ou leurs représentants.

« Le Directeur général de la Banque de l'Algérie ou son représentant.

« Le Directeur de la Caisse d'Epargne ordinaire d'Alger ou son représentant ».

ART. 3. — L'article 3 de l'ordonnance du 19 novembre 1942 susvisée est rédigé comme suit :

« Ce Comité de gestion a pour attributions de fixer les opérations qui continueront à être exécutées pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations dans tous les territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, et les modalités financières de ces opérations, ainsi que de

disposer, au mieux des intérêts de la Caisse des Dépôts et Consignations, des sommes inscrites au compte de celle-ci dans les écritures des comptables de ces territoires ».

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 18 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE,

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo

N° 192 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 12 février 1944 portant dégagement de responsabilité des chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo, en matière de transports.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 9 mai 1937 concernant la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer de l'Afrique Occidentale Française;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant une période dont le terme est celui de l'année qui suivra la cessation des hostilités, les chemins de fer de l'Afrique Occidentale Française et du Togo sont dégagés de toute responsabilité en matière de retards dans l'exécution des transports, si ces retards sont la conséquence de la priorité accordée aux transports militaires ou résultent de situations créées par l'état de guerre.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 12 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies p. i.,

François DE MENTHON.

Tribunal militaire d'armée

N° 193 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 14 février 1944 étendant la compétence du tribunal militaire d'armée.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Marine;
Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 instituant le Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 instituant un Tribunal militaire d'armée, ensemble les ordonnances du 21 octobre et du 7 décembre 1943 modifiant la compétence du Tribunal militaire d'Armée;

Vu les articles 221 et suivants, 233 et suivants du Code de justice militaire pour l'armée de terre;

Vu les articles 223 et suivants, 238 et suivants, 254 et suivants du Code de justice militaire pour l'armée de mer;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le troisième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance susvisée du 2 octobre 1943, modifiée par l'ordonnance susvisée du 21 octobre 1943 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La compétence du Tribunal d'armée s'étend également aux crimes prévus par les sections 5, 9 et 10 du chapitre 2 du Livre II du Code de justice militaire pour l'armée de terre et par les sections 5, 9 et 11 du chapitre 2 du Livre II du Code de justice militaire pour l'armée de mer, ainsi qu'aux crimes et délits prévus par les articles 295 à 304, 309 à 318, 341 à 344 et 373 du Code pénal lorsqu'ils ont été commis par l'une des personnes visées à l'alinéa précédent ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 14 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Marine,

Louis JACQUINOT.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Justice,

François DE MENTHON.

Insigne de la Marine Marchande

ARRETE du 14 février 1944.

LE COMMISSAIRE AUX COMMUNICATIONS ET A LA MARINE MARCHANDE,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un insigne de la Marine marchande.

ART. 2. — Les marins du commerce ayant effectué une navigation active et professionnelle pendant une période de 3 mois au moins sur un navire de commerce français, depuis le 3 septembre 1939 auront droit au port de cet insigne.

ART. 3. — L'insigne sera remis aux marins réunissant les conditions et qui en font la demande, sur présentation de leur livret matricule; la délivrance gratuite de cet insigne sera inscrite sur ce livret.

ART. 4. — En cas de perte de l'insigne pour raison de force majeure, un procès-verbal de perte sera établi et un nouvel insigne sera délivré.

ART. 5. — Le Directeur de la Marine marchande est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 14 février 1944.

René MAVER.

Conventions internationales

ORDONNANCE du 14 février 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 20 août 1943 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale pour 1943 et notamment son article 6;

Vu l'ordonnance du 8 janvier 1944 portant fixation du budget du Comité français de la Libération nationale pour 1944;

Vu le protocole d'aide mutuelle franco-britannique conclu le 8 février 1944 entre le Comité français de la Libération nationale et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du Service Central du Trésor un compte spécial intitulé « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ».

Ce Compte spécial sera débité du montant de toutes les dépenses à payer par les autorités françaises en exécution du protocole d'aide mutuelle conclu le huit février mil neuf cent quarante quatre et des accords qui interviendraient ultérieurement sur le même objet. Il sera crédité de toutes les recettes auxquelles pourra donner lieu l'exécution de cet accord.

ART. 2. — Les modalités de fonctionnement du compte spécial prévu à l'article 1^{er} seront fixées par arrêté du Commissaire aux Finances.

ART. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 14 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

ARRETE du 16 février 1944.

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

Vu l'ordonnance du 14 février 1944 portant création du compte spécial « Paiement des Fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord »;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte spécial « Paiement des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord » fonctionnera dans les écritures du Trésorier-Payeur général de la Corse, des Trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des Payeurs principaux d'Oran et de Constantine, des Trésoriers Payeurs généraux ou Trésoriers Payeurs de toutes les colonies administrées par le Comité français de la Libération nationale, du Togo et du Cameroun ainsi que du Trésorier de la délégation générale du Comité français de la Libération nationale en Syrie et au Liban.

ART. 2. — Le compte spécial est tenu par titres chapitres et articles selon la nomenclature suivante :

TITRE PREMIER

Règlement direct des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni

Chapitre 1 — Dépenses ordonnancées par les autorités militaires.

Article 1^{er} — Guerre.

Article 2. — Marine.

Article 3. — Air.

Chapitre 2. — Dépenses ordonnancées par les autorités civiles.

Article 1^{er}. — Travaux publics et services publics (eau, gaz, électricité et ports);

Article 2. — Marine marchande;

Article 3. — Transports;

Article 4. — P. T. T.;

Article 5. — Finances;

Article 6. — Réquisitions immobilières;

Article 7. — Main-d'œuvre;

Article 8. — Mines et production industrielle;

Article 9. — Production agricole et ravitaillement;

Article 10. — Hygiène et santé publique;

Article 11. — Information et propagande.

TITRE II

Remboursement aux budgets des dépenses imputées budgétairement pour fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume-Uni

(Même subdivision en chapitres et articles que pour le Titre I).

TITRE III

Versement de fonds aux Autorités Britanniques dans les territoires français d'outre-mer administrés par le Comité français de la Libération nationale

Les articles pourront être subdivisés en paragraphes sur décision du Commissaire aux Finances.

ART. 3. — Les ordres de paiement sur les titres I et II seront établis par les ordonnateurs des différents services déjà accrédités auprès des comptables publics désignés à l'article 1^{er}.

Les ordres de paiement à imputer au titre III du compte spécial seront établis par le Commissaire aux Finances ou son représentant ou, s'il y a lieu, dans les colonies, par des délégués désignés par décision du Commissaire aux Finances.

ART. 4. — Les ordres de paiement sur les titres I et II devront obligatoirement comporter le visa du fonctionnaire du service prêt-bail désigné par le Commissaire aux Finances. Sont toutefois exempts de ce visa les ordres de paiement concernant le règlement de commandes d'un montant total inférieur à 100.000 francs s'il s'agit de fournitures et à 80.000 francs s'il s'agit de travaux.

Tous les ordres de paiement seront appuyés des pièces que doivent régulièrement fournir les ordonnateurs secondaires, lors du mandatement des dépenses de même nature engagées pour le fonctionnement de leur administration.

ART. 5. — Le montant des ordres de paiement émis sur le titre II du compte spécial au nom des comptables assignataires sera pris en recettes au budget du Comité français de la Libération nationale, à celui de l'Algérie, celui de la Tunisie, celui du Maroc, celui

de la colonie intéressée ou celui de la délégation générale du Comité français de la Libération nationale en Syrie et au Liban suivant l'imputation antérieure de la dépense.

Toutefois, en ce qui concerne les budgets locaux, il pourra donner lieu à un rétablissement de crédits.

Au budget du Comité français de la Libération nationale cette prise en recettes sera faite à la ligne « Recettes Accidentelles ».

Au budget de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, aux Budgets locaux des colonies et à celui de la délégation générale du Comité français de la Libération nationale en Syrie et au Liban la prise en recettes ou le rétablissement de crédits sera fait suivant les instructions du Gouvernement ou commissaire intéressé.

Les ordres de recettes ou de reversement au profit des budgets des territoires ou des colonies seront émis suivant les instructions des gouvernements respectifs ou du Commissaire aux Colonies.

ART. 6. — Les recettes provenant notamment de la restitution des trop payés sur les dépenses imputées au compte spécial, seront effectuées au vu d'ordres de recettes établis par les ordonnateurs et obligatoirement visés par le fonctionnaire prévu au premier alinéa de l'article 4.

Le montant de ces recettes sera pris en charge et porté au crédit du compte spécial dans les écritures des comptables publics assignataires.

ART. 7. — Le Chef du Service Central du Trésor centralisera les résultats de la comptabilité des paiements et des recettes effectués au titre du compte spécial par les comptables publics visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Pierre MENDES-FRANCE.

Personnel des chemins de fer coloniaux

N° 194 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 15 février 1944 modifiant l'article 26 du décret du 19 mai 1939 relatif au statut du personnel des chemins de fer coloniaux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 19 mai 1939 relatif au statut du personnel des Chemins de fer Coloniaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le premier alinéa de l'article 26 du décret susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans un délai, dont le terme est l'année suivant la cessation des hostilités, les agents des cadres locaux des chemins de fer qui occupaient, antérieurement à la promulgation du présent décret, des emplois parmi ceux confiés désormais aux agents supérieurs, pourront être, sur la proposition du Chef de la

Colonie, nommés dans le cadre général organisé par le présent décret, par arrêté du Commissaire aux Colonies après l'avis de la Commission de Classement ».

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 15 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies p. i.,
François DE MENTHON.

Personnel

N° 195 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 21 février 1944 relatif aux traitements et soldes de certains fonctionnaires et militaires internés et admis à reprendre du service.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre et à l'Air, du Commissaire à la Marine, du Commissaire aux Colonies et du Commissaire aux Finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 10 du décret (Guerre) du 10 janvier 1912 portant règlement sur la solde et les revues et les tableaux annexés au dit décret;

Vu les articles 20 et 35 du décret (Marine) du 8 avril 1923 sur la solde des officiers et l'article 35 du décret (Marine) du 22 octobre 1929 sur la solde des équipages;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les militaires des forces françaises de terre, de mer et de l'air et les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux à l'encontre desquels des mesures administratives d'internement ou de mise en résidence obligatoire ont été prononcées dans les territoires relevant du Comité National Français ou qui ont été internés dans des camps des Forces Alliées et qui ont, après le 8 novembre 1942 et antérieurement à la date de publication du présent décret, été admis à reprendre du service, percevront pour la durée de leur internement ou de leur mise en résidence obligatoire les traitements, soldes et accessoires de traitements et soldes de leur grade, à l'exception du supplément colonial, des indemnités de déplacement et de séjour à l'étranger et des indemnités correspondant au remboursement des frais non exposés par les intéressés durant leur internement ou leur résidence obligatoire (frais de service, frais de mission, etc...).

ART. 2. — Les traitements, soldes et accessoires de traitements et soldes à prendre en considération jusqu'à la date où ces militaires ou fonctionnaires ont été admis, par les autorités compétentes, à reprendre leur service, seront, nonobstant tout avancement de grade, de classe ou d'échelon dont ils auraient pu être l'objet entre temps, ceux dont ils bénéficiaient au moment de l'intervention de la mesure d'internement ou de résidence obligatoire prise à leur égard.

ART. 3. — Toutes les sommes déjà perçues par les intéressés et qui excèderaient celles auxquelles ils peuvent prétendre par application des dispositions qui précèdent, devront faire l'objet de reversement en faveur du ou des budgets qui ont supporté antérieurement la charge des premiers paiements.

ART. 4. — Les sommes dues en vertu des articles 1 et 2 seront à la charge du budget du Comité français de la Libération nationale pour les militaires des Forces Françaises de terre, de mer et de l'air et à la charge des budgets des colonies où ils étaient en service lors de leur internement ou de leur mise en résidence obligatoire, pour les fonctionnaires, employés et agents des Services coloniaux.

ART. 5. — Le Commissaire à la Guerre et à l'Air, le Commissaire à la Marine, le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires et qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 21 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Familles des militaires mobilisés

N° 196 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 23 février 1944 modifiant l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 fixant le taux maximum des allocations pour les territoires d'outre-mer et déléguant pouvoirs aux chefs de territoires pour fixer les détails d'application du décret du 1^{er} septembre 1939.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES;

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES;

LE COMMISSAIRE A LA GUERRE ET A L'AIR;

LE COMMISSAIRE A LA MARINE;

LE COMMISSAIRE AUX AFFAIRES SOCIALES;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 fixant le taux et les règles d'attribution des allocations instituées par le décret-loi précité;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 fixant le taux maximum des allocations pour les territoires d'Outre-Mer et déléguant certains pouvoirs aux Chefs de territoires pour fixer des détails d'application du décret du 1^{er} septembre 1939;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Sont remises en vigueur dans les territoires où elles avaient été abrogées, les dispositions de l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — L'article 1^{er} dudit arrêté est modifié ainsi qu'il suit :

« Les taux de l'allocation journalière et des majorations prévues par le décret du 1^{er} septembre 1939 pour les familles de militaires résidant dans les territoires d'Outre-Mer relevant du Commissariat aux Colonies sont fixés par arrêtés des Chefs de Colonie, pays de protectorat ou territoires sous mandat. Ces arrêtés ne seront exécutoires qu'après approbation du Commissaire aux Colonies ».

ART. 3. — Sont validées les dispositions ayant eu pour effet dans certains territoires d'augmenter les taux maxima prévus par l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 susvisé.

Alger, le 23 février 1944.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,

André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

Promulgations

N° 199 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 28 février 1944 concernant la réintégration des officiers ministériels;

2° — l'ordonnance du 28 février 1944 concernant l'utilisation des films cinématographiques;

3° — l'ordonnance du 2 mars 1944 fixant la composition et le mode de désignation des juges du tribunal militaire de cassation d'Alger appelé à statuer sur les oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du Tribunal militaire d'armée et déterminant le tribunal compétent en cas de renvoi après cassation.

ORDONNANCE du 28 février 1944 concernant la réintégration des Officiers ministériels.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du Commandant en chef français, civil et militaire, du 18 avril 1943 portant abrogation des actes dits « loi du 17 juillet 1940 », « loi du 27 septembre 1940 » et « décret du 5 septembre 1940 », concernant les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires relevés de leur fonction;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1943 concernant la réintégration des Magistrats, Fonctionnaires et Agents Civils et militaires révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, et l'ordonnance du 5 août 1943 la modifiant;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La réintégration des Officiers ministériels frappés par l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, sera prononcée sans délai et par simple décret si l'examen du dossier fait apparaître que l'éviction est due à tout motif autre qu'une insuffisance professionnelle grave ou la constatation d'une faute professionnelle grave, ou d'un fait entachant l'honneur ou la probité.

ART. 2. — La non réintégration dans un délai de 6 mois à compter de la promulgation de la présente ordonnance dans le territoire où réside l'officier ministériel intéressé, ouvre le droit à un recours devant le Comité temporaire du Contentieux. Celui-ci peut être saisi par les officiers ministériels qui n'ont pas obtenu leur réintégration pour l'un des motifs prévus à l'article 1^{er}, afin d'établir que leur éviction n'a été due ni à une insuffisance professionnelle grave, ni à la constatation d'une faute professionnelle grave ni à celle d'un fait entachant l'honneur ou la probité.

ART. 3. — La réintégration prononcée prendra effet à compter du jour de la cessation des fonctions des officiers ministériels intéressés.

ART. 4. — La présente ordonnance, qui est applicable en Algérie et aux Colonies, sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 28 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 28 février 1944 concernant l'utilisation des films cinématographiques.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à l'Information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les cas où la force majeure, résultant d'une interruption des communications, empêche d'obtenir l'assentiment du propriétaire d'un film cinématographique français, ou celui des ayants droit de ce propriétaire, la distribution de ce film hors du territoire pour lequel elle a été concédée pourra être autorisée par le Commissaire à l'Information.

ART. 2. — Les demandes d'autorisation seront adressées au Commissaire à l'Information. Elles mentionneront le nom de la firme de production, le nom du propriétaire et son domicile, ou ceux des ayants droit du propriétaire, le titre de ce film, le nom et le domicile du détenteur actuel du film et les territoires pour lesquels l'autorisation est demandée. Elles seront accompagnées, si la demande émane du détenteur actuel du film, d'une copie certifiée conforme du contrat de distribution qui lie le demandeur au propriétaire.

ART. 3. — L'indemnité due au propriétaire par le demandeur sera fixée par une commission spéciale d'évaluation constituée par arrêté du Commissaire à l'Information conformément à l'article 23 de la loi susvisée du 11 juillet 1938.

Un arrêté du Commissaire à l'Information prescrira les garanties à prendre en faveur des ayants droit à l'indemnité, non représentés sur les territoires dépendant du Comité français de la Libération nationale.

ART. 4. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie, aux Colonies et aux territoires africains sous mandat. Elle sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 28 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 2 mars 1944 fixant la composition et le mode de désignation des juges du Tribunal militaire de Cassation d'Alger appelé à statuer sur les oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du Tribunal militaire d'Armée et déterminant le Tribunal compétent en cas de renvoi après cassation.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Guerre et à l'Air et du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un Tribunal militaire d'Armée, ensemble les ordonnances des 21 octobre et 7 décembre 1943;

Vu l'ordonnance du 15 décembre 1943 attribuant au Tribunal militaire de Cassation permanent d'Alger, la connaissance des oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du Tribunal militaire d'Armée créé par l'ordonnance du 2 octobre 1943;

Vu l'ordonnance du 7 janvier 1944, relative à la composition du Tribunal militaire d'Armée;

Vu les articles 126, 127, 128, 129 du Code de Justice militaire;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 126 du Code de Justice militaire, lorsque le Tribunal militaire d'Armée dont le jugement est attaqué par un recours du condamné a été présidé par un président de Chambre de Cour d'Appel ou par un magistrat qui en remplit les fonctions, le Tribunal militaire de Cassation permanent d'Alger, appelé à statuer sur ledit recours, est présidé par un premier Président de Cour d'Appel ou un magistrat qui en remplit les fonctions.

Lorsqu'il a été présidé par un premier Président de Cour d'Appel ou par un magistrat qui en remplit les fonctions, le Tribunal militaire de Cassation permanent d'Alger est présidé par le Président de la Chambre provisoire de Cassation ou un magistrat qui en remplit les fonctions.

ART. 2. — Les présidents et magistrats civils appelés à présider le Tribunal militaire de Cassation permanent d'Alger dans les conditions ci-dessus sont désignés par décrets rendus sur proposition du Commissaire à la Justice.

ART. 3. — L'article 2 de l'ordonnance du 15 décembre 1943, attribuant au Tribunal militaire de Cassation permanent d'Alger la connaissance des oppositions et recours formés contre les ordonnances et jugements du Tribunal militaire d'Armée créé par l'ordonnance du 2 octobre 1943, est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« Art. 2. (Nouveau). — Les juges militaires appelés à siéger dans les conditions visées à l'article 1^{er} de la présente ordonnance, sont nommés par le Commissaire à la Guerre et à l'Air.

« Toutefois, lorsque l'inculpé est un militaire, un des juges militaires devra appartenir à la même arme que celle de l'inculpé : il sera alors désigné par le Commissaire dont relève ce dernier ».

ART. 4. — Il est ajouté à l'ordonnance du 15 décembre 1943, un article 2 bis ainsi conçu :

Article 2 bis. — Par dérogation aux dispositions de l'article 150 du Code de Justice militaire pour l'armée de Terre, alinéa 1^{er}, au cas d'annulation d'un jugement pour un motif autre que celui d'incompétence, le Tribunal militaire de Cassation permanent d'Alger prononcera le renvoi de l'affaire devant le même Tribunal militaire d'Armée, mais autrement composé ».

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 mars 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Guerre et à l'Air,
Commissaire à la Marine p. i.,
André LE TROQUER.

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Sociétés indigènes de prévoyance

N° 201 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

14 avril 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret du 28 février 1944 portant modification de l'organisation des sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

2^o — le décret du 29 février 1944 concernant les financements des opérations des sociétés de prévoyance de l'A. O. F. et du Togo.

DECRET du 28 février 1944 portant modification de l'Organisation des Sociétés Indigènes de Prévoyance au Togo.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du Commissaire aux Colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France le 20 juillet 1922 par le Conseil de la Société des Nations, en exécution des articles 22 et 19 du Traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets des 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives au Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 31 juillet 1937 et l'article 1^{er} du décret du 18 septembre 1938 portant modification du décret du 3 novembre 1934, organisant les Sociétés indigènes de prévoyance au Togo, sont abrogés.

ART. 2. — L'article 3 du décret du 3 novembre 1934 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — Il ne peut être créé qu'une Société par cercle. Toutefois, si des circonstances particulières venaient à l'exiger, il pourrait être créé une Société dans une subdivision administrative, sur la proposition de la Commission Centrale de surveillance visée à l'article 3 du présent décret, par arrêté du Commissaire de la République, soumis à l'approbation du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, Haut-Commissaire de la République au Togo.

« Chaque Société peut comprendre des sections réparties par subdivisions territoriales et des sous-sections correspondant à des groupements administratifs ou ethniques ».

ART. 3. — Le paragraphe 2 de l'article 5 du Décret du 3 novembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'administrateur du Cercle est Président de droit. Il est assisté d'un Vice-Président choisi par le Commissaire de la République après avis du Président, sur une liste de trois membres présentés par le Conseil ».

ART. 4. — Le paragraphe 4 de l'article 5 du Décret du 3 novembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La comptabilité de la Société est tenue en partie double et conformément aux usages du commerce, sous le contrôle permanent du Président, par un Secrétaire-Trésorier, fonctionnaire ou agent de l'Administration, nommé et révoqué par arrêté du Commissaire de la République et adjoint au Conseil avec voix consultative.

« Le Secrétaire-Trésorier est également chargé de la tenue de la Caisse espèces dont il sera responsable vis-à-vis du Président.

« Une indemnité de fonction lui est attribuée sur les fonds de la Société.

« Les indemnités de fonction et, éventuellement, les gratifications allouées au Secrétaire-Trésorier sont fixées par le Commissaire de la République ».

ART. 5. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 17 du décret du 3 novembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de démembrement total ou partiel d'une circonscription administrative, les Sociétaires des sections ou sous-sections intéressées sont, de droit, partie de la Société de leur nouvelle circonscription à laquelle ils apportent leur avoir et leurs dettes ».

ART. 6. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 12 du décret du 3 novembre 1934 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Le fonctionnement des Sociétés indigènes de prévoyance de secours et de prêts mutuels agricoles est contrôlé par l'Inspecteur des Affaires Administratives ou par un fonctionnaire spécialement délégué à cet effet par le Commissaire de la République ».

ART. 7. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 28 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

DECRET du 29 février 1944 concernant les financements des opérations des sociétés de prévoyance de l'A. O. F. et du Togo.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 4 juillet 1919 modifiant le statut des sociétés de Prévoyance en Afrique Occidentale Française;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de Prévoyance au Togo;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les Gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique Occidentale française et le Commissaire de la République au Togo sont autorisés à donner, par arrêté en conseil d'administration ou en conseil privé, et après avis conforme de la commission centrale de surveillance prévue à l'article 13 du décret du 4 juillet 1919 et à l'article 13 du décret du 3 novembre 1934, l'aval de la colonie ou du territoire aux avances bancaires accordées aux sociétés de prévoyance ou au fonds commun des sociétés de prévoyance pour le financement de leurs opérations.

Il est rendu compte de ces décisions au Gouverneur général par premier courrier.

ART. 2. — Le remboursement de ces avances doit intervenir dans un délai maximum d'un an.

ART. 3. — Chaque année et avant le 1^{er} février, les Gouverneurs et le Commissaire de la République au Togo adressent au Gouverneur général un relevé des avances réalisées au cours de l'année précédente avec indication de la position au dernier jour de l'année.

ART. 4. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 29 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Faits de dénonciation

N° 197 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 29 février 1944 rendant applicable aux colonies, l'ordonnance interprétative du 31 janvier 1944 relative à la répression des faits de dénonciation.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 31 janvier 1944 relative à la répression des faits de dénonciation;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable dans les territoires relevant du Commissariat aux Colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, l'ordonnance interprétative du 31 janvier 1944 relative à la répression des faits de dénonciation.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 29 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE interprétative du 31 janvier 1944 relative à la répression des faits de dénonciation.

EXPOSE DES MOTIFS

Le Code pénal permet de poursuivre pour trahison ceux qui ont livrés à l'ennemi les troupes françaises.

D'autre part, l'article 83 du Code pénal réprime les actes nuisibles à la Défense nationale. Mais il ne spécifie pas d'une manière suffisante les caractères que doivent revêtir pour être punissables à ce titre, les trop nombreux faits de dénonciation de patriotes qui ont eu lieu depuis le 16 juin 1940, tant auprès des autorités d'occupation que des autorités, groupements ou individus collaborant avec elles.

Le texte ci-dessous a pour objet de fournir cette interprétation qui sera incorporée au texte de l'article 83 du Code pénal.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 83 du Code pénal;

Vu le décret du 24 janvier 1944 chargeant le Commissaire d'Etat aux Commissions intercommissariales de l'intérim de la Présidence du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 83 du Code pénal, modifié par les décrets des 29 juillet et 3 novembre 1939 est interprété ainsi qu'il suit :

« Est considéré comme acte nuisible à la Défense nationale, au sens de l'article 83 du Code pénal, s'il

n'est pas susceptible de tomber sous une qualification pénale plus grave, le fait d'avoir dénoncé, depuis le 16 juin 1940, par ses actes, écrits ou paroles, aux autorités ennemies, aux autorités françaises de fait et aux groupements collaborant avec ces autorités ainsi qu'à leurs membres et agents ou d'avoir sciemment attiré l'attention de ces autorités, groupements ou personnes sur l'une des catégories de faits suivants :

« 1^{re} : faits prévus et punis en vertu de textes promulgués par l'autorité de fait et qui n'auraient pas été validés ou repris par le Comité National Français, ou le Comité français de la Libération nationale;

« 2^o : faits amnistiés ou ayant entraîné des condamnations effacées en suite de révision;

« 3^o faits en relation avec la continuation de la lutte contre l'Allemagne et ses Alliés, ou avec le refus de s'associer à ceux qui ne poursuivent pas la lutte ».

ART. 2. — La présente ordonnance qui rapporte et annule l'ordonnance du 17 janvier 1944, parue au *Journal Officiel* du 20 janvier 1944, sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 31 janvier 1944.

Le Commissaire d'Etat chargé de l'intérim de la Présidence du Comité,

Henri QUEUILLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire à la Justice,

François DE MENTHON.

Ouverture de crédits

N° 198 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

11 avril 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 29 février 1944 approuvant l'ouverture de crédits supplémentaires aux budgets locaux du Togo, exercices 1943 et 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du Commissaire aux Colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le Régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. du 31 décembre 1942 approuvant le budget local du Togo, exercice 1943;

Vu le décret du 7 janvier 1944 approuvant le budget local du Togo, exercice 1944;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté local n° 56 du 31 janvier 1944 du Commissaire de la République au Togo ouvrant au chapitre XI du budget local de ce territoire, exercice 1943, un crédit supplémentaire de 500.000 francs gagé par un fonds de concours d'égale somme du budget général de l'A.O.F.

ART. 2. — Est approuvé l'arrêté local n° 57 du 31 janvier 1944 du Commissaire de la République au Togo ouvrant au chapitre XI du budget local de ce territoire exercice 1944, un crédit supplémentaire de 500.000 francs gagé par un fonds de concours d'égale somme du budget général de l'A. O. F.

ART. 3. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 29 février 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN

(Voir arrêtés nos 56 F. et 57 F. du 31 janvier 1944 au J. O. Togo du 16 février 1944, Pages 97 et 98).

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Articles textiles

ARRETE N° 650 s. E. du 29 février 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les textes modificatifs;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant la réglementation en matière de prix et stocks de tous produits, et les textes qui l'ont modifiée, validée par ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu l'arrêté n° 3839 s. E. du 5 novembre 1943, fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 3839 s. E. du 5 novembre 1943, fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique est complété comme suit :

« Les transferts autorisés ou déclarés de la circonscription de Dakar et Dépendances sur une colonie du secteur de répartition Dakar, Sénégal, Mauritanie, Soudan, devront être suivis d'un commencement d'exécution dans un délai de quinze jours, à compter de la date de l'autorisation ou de la déclaration de transfert, sauf le cas de force majeure dûment justifiée ».

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942, validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 février 1944.

P. COUNARIE.

Réglementation des prix

N° 190 AE/3 — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 avril 1944. — Les dispositions de l'arrêté général n° 779 F. du 15 mars 1944 sont rendues applicables au Togo.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions administratives et des P. T. T.

ARRETE N° 779 F. du 15 mars 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les actes modificatifs codifiant dans les territoires relevant du secrétariat aux colonies :

1° la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la circulation, de la détention, de l'utilisation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires; 2° la réglementation des prix (validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943);

Vu l'arrêté n° 3215/F. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tableaux I et II annexés à l'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix sont ainsi complétés ou modifiés :

1° — Tableau I — Prix limites fixés ou homologués, paragraphe 8 — Ajouter « fromages ».

2° — Tableau II — Taux limites de marque brute, ajouter :

	Taux limite de marque brute	Minimum de remise au détaillant
§ 1. — Alimentation —		
Lait concentré sucré, non sucré	16,66	5
§ 12 bis. — Jouets	33,33	15
§ 14. — Articles de pêche —		
Hameçons et petits articles, vente au détail	41,17	13
Hameçons et petits articles, vente en boîtes d'origine	33,33	10
§ 16. — Maroquinerie — Horlogerie — Bijouterie, articles de Paris, Bimbeloterie	23,07	10
§ 27. — Droguerie —		
Bouchons	29,57	10
§ 32. — Produits coloniaux :		
Bois en grume	23,07	10
Bois sciés	25,92	10
Sel	25,92	12
Modifications :		
§ 13. — Cordagerie — Corderie — Sa- cherie —		
Sacs confectionnés en toile jute ou similaire fournis par les alliés (au lieu de 28,57).	20	10
§ 3 bis. — Au lieu de « Tissus achetés par l'intermédiaire du Gouvernement Général en provenance des Pays alliés », lire « Tissus en provenance des Pays alliés »		

ART. 2. — L'article 8 de l'arrêté du 8 septembre 1943 susvisé est complété de la façon suivante :

« Toutefois, lorsqu'il s'agira de produits ou marchandises achetés par l'intermédiaire du Gouvernement Général ou d'un organisme relevant du Gouvernement Général, les taux de marque figurant à la table d'équivalence de l'instruction du 22 septembre 1943 seront diminués de deux points pour les taux de marque supérieurs à 24 jusqu'à 30 inclus, trois points pour les taux supérieurs à 30 jusqu'à 37 inclus, cinq points pour les taux supérieurs à 37 jusqu'à 40, sept points pour les taux supérieurs à 40. La dite instruction sera complétée en conséquence ».

ART. 3. — A la fin du deuxième alinéa de l'article 10, au lieu de : « la remise accordée par le grossiste est partagée entre les intermédiaires et le détaillant », lire : « la remise accordée par le grossiste est partagée entre les intermédiaires, à l'exclusion du minimum de remise qui revient toujours au détaillant ».

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 mars 1944,
P. COURNARIE.

MODIFICATIONS à l'instruction du 22 septembre 1943 pour l'application de l'arrêté du 8 septembre 1943 réglementant les prix en Afrique occidentale française.

II — Utilisation des taux limites de marque :

Après la table d'équivalence et du barème pour les taux de marque inscrits au tableau n° II joint à l'arrêté du 8 septembre 1943, ajouter :

« Produits ou marchandises achetés par l'intermédiaire du Gouvernement général ».

TAUX LIMITE	REDUCTION	TAUX RECTIFIÉ	Multiplicateur à appliquer au prix de revient licite pour obtenir la marge limite	Multiplicateur à appliquer au prix de revient licite pour obtenir directement le prix limite de vente au détail	MINIMUM DE LA REMISE AU DÉTAILLANT
25,92	2	23,22	31	131	Sans changement
28,57	2	26,57	36	136	
29,57	3	27,57	38	138	
33,33	3	30,33	44	144	
37,50	5	32,50	48	148	
41,17	7	34,17	52	152	
44,44	7	37,44	60	160	

Paragraphe B. — Supprimer le dernier alinéa.

Sports

ARRETE N° 879/JP. du 24 mars 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. ;

Vu le rapport du médecin lieutenant-colonel, chargé du contrôle médical des écoles et sur la proposition du directeur général de l'instruction publique de l'éducation générale et des sports de l'A. O. F. et du Togo ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit aux élèves de toutes les écoles et établissements d'enseignement publics ou privés de l'Afrique Occidentale française et du Togo de pratiquer un sport quel qu'il soit en dehors de l'Association sportive de l'Etablissement scolaire où ils sont régulièrement inscrits.

ART. 2. — Tout élève qui aura enfreint ces prescriptions sera passible d'une exclusion temporaire de 1 à 3 jours à titre d'avertissement et d'une exclusion définitive en cas de récidive.

ART. 3. — Les Clubs militaires ou privés ayant utilisé les services de scolaires dans des compétitions sportives publiques ou privées seront passibles des sanctions prévues par les règlements en vigueur en ce qui concerne le débauchage et prononcées par l'autorité compétente.

ART. 4. — Il est donné un mois au maximum, à compter de la date de la parution au *Journal Officiel*, pour régulariser les situations en désaccord avec le présent arrêté.

ART. 5. — Le Secrétaire général du Gouvernement général, les Chefs des Gouvernements locaux et le Directeur Général de l'Instruction Publique de l'Education générale et des Sports en A. O. F. et au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 mars 1944.
P. COURNARIE.

Rapports avec l'ennemi

ARRETE N° 997 BLOC./AOF. du 4 avril 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1921 ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives au Togo modifié par le décret du 20 juillet 1937 ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1943 concernant la répression des rapports économiques avec l'ennemi et notamment l'article 3 de cette ordonnance;

Vu l'ordonnance du 15 octobre 1943 habilitant les chefs des administrations locales à exercer les pouvoirs définis à l'article 3 de l'ordonnance susvisée du 6 octobre 1943;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont inscrits sur la liste prévue par l'article 3 du décret du 1^{er} septembre 1939 et considérés comme ennemis :

1^o — M. Jacquin (Maurice), gérant de la Cie. Africaine Cinématographique et Commerciale « COMACICO » 4 avenue Roume, Dakar.

2^o — La Cie. Africaine Cinématographique et Commerciale « COMACICO » 4 avenue Roume Dakar, dont le Siège Social est à Casablanca 17 avenue du Général Moinier.

ART. 2. — Le présent arrêté applicable en Afrique Occidentale Française et au Togo sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 avril 1944.

P. COURNARIE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Main-d'œuvre pénale

N^o 158 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

24 mars 1944. — Sont fixés comme suit à compter du 1^{er} avril 1944 les taux journaliers de cession de main-d'œuvre pénale.

Cercle de Lomé :

	frs
Subdivision de Lomé	10,—
Subdivision de Tsévié	10,—
Cercle d'Anécho :	7,50

Cercle du Centre :

Subdivision d'Atakpamé	6,—
Subdivision de Klouto	7,50

Cercle de Sokodé :

Subdivision de Sokodé	5,—
Subdivision de Lama-Kara	4,50
Subdivision de Bassari	4,50

Cercle de Mango :

Péripleumonie bovine

N^o 159 S. E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

24 mars 1944. — Sont déclarés infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages du quartier Onékonakpoé (banlieue de Lomé) dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

Santé publique

ARRETE N^o 161 s/s. du 25 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant réglementation de la police sanitaire et maritime aux colonies;

Vu l'arrêté n^o 81 s. s. du 20 février 1944 mettant sous le régime de surveillance sanitaire les navires en provenance de Nigéria;

Sur la proposition du directeur local de la santé publique au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'étant signalé en Nigéria depuis le 17 février 1944, l'arrêté n^o 81 s/s. du 20 février 1944 sus-visé est abrogé à compter de ce jour.

ART. 2. — Le Directeur Local de la Santé Publique au Togo et l'Administrateur des Colonies, Commandant le Cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 mars 1944.

J. NOUTARY.

Indemnité

N^o 138 P. T. T. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

25 mars 1944. — Le montant mensuel de l'indemnité de responsabilité allouée aux receveurs-gérants des bureaux de postes du Territoire pendant l'année 1944 est fixé comme suit :

	frs
Lomé	528
Anécho	162
Atakpamé	292
Bassari	76
Lama-Kara	90
Palimé	140
Sansanné-Mango	181
Sokodé	168

Piment

ARRETE N^o 166 AE/1 du 29 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 modifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n^o 1538 du 19 avril 1943 fixant la valeur FOB des piments secs petits et moyens;

Sur la proposition de la chambre de commerce du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix des piments secs petits et moyens sont fixés comme suit, à la tonne, pour la campagne 1944 et pour compter de la parution du présent arrêté :

	frs
1° — Valeur FOB Lomé	11.200
Valeur loco-magasin Lomé	8.332
Valeur nu-basculé Lomé	6.700

2° — Prix d'Achat aux producteurs

Agouévé	6.385
Agbélouvé	6.275
Agbatitoé	6.185
Atakpamé	6.105
Anié	6.068
Assahoun	6.298
Amoussoukoupé	6.246
Agou	6.195
Anécho	6.316
Badja	6.123
Blitta	5.959
Chra	6.168
Gléi	6.145
Kévé	6.304
Nuatja	6.206
Noépé	6.352
Palimé	6.173
Tovégan	6.271
Tsévié	6.337

Les prix aux intermédiaires sont ceux aux producteurs majorés de 250 francs de commission.

Pour les marchés situés en dehors de la voie ferrée les prix d'achat seront fixés par les Chefs de Circonscription compte tenu des frais de transport routier sur la base de cinq francs la tonne kilométrique.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles, Subdivisions et des P. T. T. ainsi que dans tous autres lieux publics.

Lomé, le 29 mars 1944.

J. NOUTARY.

Enseignement

ARRETE N° 167 E. du 29 mars 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 organisant l'école primaire supérieure de Lomé, ensemble les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 70 du 5 février 1944 fixant à nouveau la réglementation des indemnités pour travaux et heures supplémentaires;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 un article 9 bis ainsi conçu :

Art. 9 bis. — Le nombre hebdomadaire d'heures de cours exigible du personnel de l'école, en dehors de la préparation des leçons et de la correction des devoirs, est fixé à :

9 heures pour le directeur;

15 heures pour l'économe;

20 heures pour les instituteurs chargés de cours.

Les instituteurs en service à l'école sont chargés à tour de rôle d'assurer la surveillance des études.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mars 1944.

J. NOUTARY.

Commandement indigène

Subdivision de Dapango

N° 171 APA. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

31 mars 1944. — Sont respectivement constitués en un seul canton distinct, à l'intérieur de la subdivision de Dapango :

a) le canton de Nakitindi-Est, sous les ordres du chef Sanwogou;

b) les cantons de Lokpano et de Nano, sous le nom de canton de Nano;

c) les cantons de Namoundjoga et de Korbongou, sous le nom de canton de Korbongou.

Réquisitions

ARRETE N° 176 APA. du 6 avril 1944:

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment ses articles 22 et 27;

Vu l'arrêté n° 381 APA. du 9 juillet 1943, relatif à l'application au Togo de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission instituée, en ce qui concerne les réquisitions des personnes, par l'article 27 du décret du 2 mai 1939 susvisé, est fixée comme suit :

Le Secrétaire Général du Togo *Président*

Le Chef du Bureau des Finances,

Le Chef du Bureau des Affaires Economiques,

Un représentant du commerce,

Un représentant de l'industrie,

Un notable-propriétaire indigène.

Membres

ART. 2. — La commission visée à l'article précédent exerce la surveillance et le contrôle de la main-d'œuvre requise dans tout le Territoire; elle statue sans frais, à la demande des intéressés, sur toutes les questions concernant les affectations et les contestations concernant les réquisitions des personnes.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1944.

J. NOUTARY.

Cacao

N° 182 AE./1 — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

8 avril 1944. — La campagne de cacao pour la récolte principale 1943/44 sera close le 15 avril 1944.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions administratives et des P. T. T.

Personnel

Cadre local subalterne d'agents de police

ARRETE N° 183 P. du 8 avril 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910 fixant le régime de la solde et des indemnités du personnel colonial;

Vu le décret du 23 juillet 1937, notamment l'article 5 dudit décret fixant le régime de la solde et accessoires du personnel des cadres locaux des colonies;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux accessoires du personnel rétribué sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes et actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 567 du 26 octobre 1943 fixant les soldes des fonctionnaires et agents des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté 480 du 30 août 1934 et actes modificatifs subséquents réglementant le régime des déplacements de ce personnel;

Vu l'arrêté 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène modifié par l'arrêté n° 513 du 25 septembre 1943;

Vu l'arrêté n° 556 du 1er octobre 1942 fixant les conditions de perception et de répartition des services payés et vacation du service de la police et les actes modificatifs subséquents;

Le conseil d'administration entendu le 6 avril 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Territoire du Togo un cadre local subalterne d'agents de Police à la disposition du Commissaire de la République, qui nomme à tous les emplois.

Les agents de police sont toujours subordonnés, quel que soit leur grade, aux inspecteurs auxiliaires.

A — Constitution du cadre

ART. 2. — L'effectif de ce cadre est fixé par le Commissaire de la République et réparti selon les nécessités du service entre la Sûreté, le Commissariat de la ville de Lomé et les Circonscriptions administratives du Territoire.

ART. 3. — Le Chef du Service de la Sûreté est chargé de l'administration générale de l'ensemble des détachements et propose au Commissaire de la République toutes les mesures de nature à améliorer le fonctionnement de cette force de police.

ART. 4. — Les agents de police sont chargés d'assurer notamment les services suivants :

- 1° — Police administrative,
- 2° — Police sanitaire,
- 3° — Police municipale.

ART. 5. — La hiérarchie, la solde annuelle et le classement des agents de police sont établis comme suit :

GRADES ET CLASSES	SOLDE ANNUELLE	CLASSEMENT CATÉGORIE LOCALE
Brigadier-chef de 1 ^{re} classe.....	15.600	3 ^{me} catégorie
2 ^{me} classe.....	14.400	
Brigadier de 1 ^{re} classe....	13.200	
2 ^{me} classe....	12.200	
3 ^{me} classe....	11.400	4 ^{me} catégorie
Agent de 1 ^{re} classe.....	10.500	
2 ^{me} classe.....	9.600	
3 ^{me} classe.....	9.000	
4 ^{me} classe.....	8.400	
5 ^{me} classe.....	7.800	
Agent de police stagiaire..	7.200	

Pour tout ce qui concerne la solde et les indemnités dans les diverses positions où elles sont attribuées, les agents de police seront soumis aux mêmes dispositions que les agents des cadres locaux indigènes.

Les agents de police pourront être logés dans un camp spécial aménagé à cet effet.

B — Recrutement

ART. 6. — Nul ne peut être admis dans le cadre des agents de police s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° — Etre français (citoyen, sujet, ressortissant ou administré);

2° — Etre âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus. (Limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires);

3° — En ce qui concerne les citoyens ou sujets français, avoir satisfait suivant le lieu de naissance, aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée;

4° — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf si le licenciement a été prononcé pour nécessité budgétaire ou raison de santé;

5° — Savoir lire et écrire, et avoir subi avec succès les épreuves d'un examen dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté du Commissaire de la République;

6° — Avoir 1m.70 au minimum de stature; Tout candidats doit produire à l'appui de sa demande un dossier comprenant :

1^o — Extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu;

2^o — Un certificat de bonnes vie et mœurs de moins de trois mois de date;

3^o — Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ou un certificat de l'autorité administrative en tenant lieu;

4^o — Un état de services militaires ou un certificat du Commandant de cercle du lieu de résidence indiquant la situation du candidat au point de vue militaire;

5^o — Le certificat de bonne conduite délivré par l'autorité militaire pour les candidats ayant accompli leur service militaire;

6^o — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse.

C — Stage — Avancement

ART. 7. — Tout candidat admis dans le cadre des agents de police doit accomplir une année de stage effectif, comptant du jour de son entrée en service, à l'expiration de laquelle il est, par arrêté du Commissaire de la République, sur proposition du chef de service, titularisé, licencié ou soumis à une nouvelle année de stage.

Dans ce dernier cas, le candidat est, à l'expiration de la période supplémentaire d'un an, titularisé ou licencié dans les conditions déterminées au paragraphe précédent.

Le licenciement peut intervenir au cours du stage pour faute grave, indiscipline ou inaptitude professionnelle ou physique dûment constatée.

Si le licenciement du stagiaire est prononcé pour inaptitude professionnelle ou physique, il peut être accordé à l'intéressé une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par les règlements sur la solde.

Le stage ne compte pas pour l'avancement.

En ce qui concerne les agents citoyens ou sujets français appelés pour accomplir leur service militaire légal, l'interruption et la reprise de leurs services seront constatées par décision du Commissaire de la République. Il leur sera accordé un rappel d'ancienneté correspondant à la durée du service militaire légal accompli.

ART. 8. — L'avancement a lieu exclusivement au choix après un minimum de deux années de services effectifs dans le grade ou la classe.

Nul ne peut obtenir un avancement s'il ne figure sur un tableau dressé chaque année par une commission de classement composée ainsi qu'il suit :

Président

Le Secrétaire Général, ou à défaut, un administrateur des Colonies.

Membres

Le Chef du Service de la Sûreté,

L'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé,

Le Chef du Bureau du Personnel.

Les promotions ont lieu dans l'ordre du tableau d'avancement et dans les limites fixées par le Commissaire de la République.

ART. 9. — La proportion maximum des grades est fixée ainsi qu'il suit :

Brigadiers-chefs : 3%,

Brigadiers : 6%,

Agents de 1^{re} classe : 20%.

D — Retraites

ART. 10. — Les agents de police sont régis par les dispositions de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 et actes modificatifs subséquents relatifs aux allocations de retraite du personnel indigène des cadres locaux du Togo.

E — Discipline

ART. 11. — Les punitions disciplinaires applicables aux agents de police sont les suivantes :

1^o — Le tour de service supplémentaire,

2^o — La salle de police de 15 jours au plus (sans aucune retenue de solde ni d'indemnité);

3^o — La radiation du tableau d'avancement;

4^o — La rétrogradation ou la cassation;

5^o — La révocation.

Ces punitions sont infligées : les deux premières par le chef de service de l'intéressé; les trois autres directement par le Commissaire de la République sur la proposition du chef direct qui fournit un rapport circonstancié avec les explications de l'intéressé.

F — Notes

ART. 12. — Les agents de police sont notés une fois par an pendant le deuxième semestre.

Les bulletins de notes doivent parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) avant le 15 octobre.

G — Déplacements — Congés — Permissions Soins Médicaux — Hospitalisation

ART. 13. — Pour tout ce qui concerne les déplacements, congés, permissions, soins médicaux et hospitalisation, les dispositions prévues par les textes en vigueur pour les cadres locaux régis par l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, sont applicables aux agents de police.

H — Uniforme

ART. 14. — L'uniforme des agents de police est fixé comme suit :

Petite tenue

Chemisette en toile kaki fermée par cinq boutons sphériques en nickel, portant en relief le mot : « POLICE ».

Pantalons court, bonnet de police et bandes molletières de même étoffe — Baudrier cuir — Samara.

Insignes. — Numéro sur drap noir au col de la chemisette et sur le bonnet de police, en métal argenté pour les agents et doré pour les gradés.

Grande tenue

Veste en toile blanche genre Dolman sans col, poches extérieures à soufflets, fermée par cinq boutons sphériques en nickel portant en relief le mot : « POLICE ».

Pantalons long de même étoffe — Souliers cuir — Casque blanc — Baudrier cuir.

Insignes. — Numéro sur drap noir au col de la veste en métal argenté pour les agents et doré pour les gradés, écusson en faisceau de licteur en métal argenté sur le casque.

Les brigadiers-chefs de 1^{re} et 2^e classes portent respectivement à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste deux galons et un galon d'or en forme de V.

Les brigadiers de 1^{re} et de 2^e classes portent respectivement à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste deux galons et un galon d'argent en forme de V.

Les brigadiers de 3^e classe portent à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste deux galons de laine jonquille en forme de V.

Les agents de 1^{re} classe portent à la patte d'épaule de la chemisette et sur la manche de la veste un galon de laine jonquille en forme de V.

Il pourra être alloué annuellement aux agents de police deux tenues kaki et une tenue blanche.

Chaque agent sera en outre détenteur d'une veste de drap et d'un imperméable.

Pendant les heures de service et dans l'exercice public de leurs fonctions, le port de l'uniforme, sauf ordre contraire, est obligatoire pour tous les agents de police.

Armement

ART. 15. — Les agents de police sont armés de revolver.

1 — Primes et gratifications

ART. 16. — Une prime annuelle dite « prime de conservation d'effets » pourra être attribuée par décision du Commissaire de la République, sur proposition des chefs de service, à chaque agent de police qui se sera signalé par le bon entretien de ses tenues.

Des gratifications pourront en outre être accordées aux agents ayant fourni un effort exceptionnel et qui ne rempliraient pas les conditions nécessaires pour être proposés pour l'avancement.

ART. 17. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1944.

J. NOUTARY.

Droits de douanes

ARRETE N° 185 D. du 8 avril 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'Afrique occidentale française et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant en matière fiscale, les attributions du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1938 établissant un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie, ensemble tous les textes le modifiant et le complétant, notamment l'arrêté du 23 novembre 1939 et l'arrêté du 9 juin 1942;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du 7 juillet 1937 fixant le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des droits de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie, ensemble les textes le modifiant ou le complétant, notamment l'arrêté du 3 avril 1942;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 avril 1944;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe de statistique est applicable (sauf les exemptions énumérées à l'art. 2) à tous objets, marchandises ou animaux entrant au Togo ou en sortant, déclarés à l'importation pour la consommation, l'admission temporaire ou la réexportation, à l'exportation soit sous le régime de la simple sortie, soit en décharge des comptes d'admission temporaire.

Les marchandises qui ne font que transiter par le Togo, celles transbordées dans un port du Territoire et celles déclarées pour l'entrepôt, l'entrepôt spécial ou placées en dépôt ne sont soumises à la taxe qu'une seule fois : au bureau de destination pour les importations sous le régime du transit ; à la sortie d'entrepôt fictif ou spécial ou de dépôt, pour les marchandises placées en entrepôt fictif ou spécial ou constituées en dépôt et déclarées pour la consommation, l'admission temporaire ou la réexportation.

ART. 2. — Sont exemptés du droit de statistique :

1° — Les bagages qui accompagnent les voyageurs et les émigrants ; (les objets mobiliers et effets personnels usagés provenant de la succession de personnes décédées en Afrique occidentale française sont à considérer, dans tous les cas, comme bagages lorsqu'il pourra être justifié de la succession par un certificat des autorités administratives locales ou d'un notaire mentionnant la date du décès du de cujus et les nom, adresse du destinataire) ;

2° — Les envois de marchandises par la voie postale (à l'exception des colis postaux) ;

3° — Les marchandises admises au bénéfice du retour ;

4° — Les produits vivriers importés par terre, à tête d'homme et lorsqu'ils sont destinés à la consommation de la personne qui les porte ;

5° — Les envois de fonds du Trésor ;

6° — Les marchandises transportées par cabotage ;

7° — Les marchandises réexportées par le navire importateur lui-même à la condition qu'elles n'aient pas été mises à terre ;

8° — Les marchandises reconnues impropres à la consommation et détruites ou refoulées sur l'ordre du Service de l'Inspection sanitaire ;

9° — Les objets de rechange (vergues, voiles et cordages, etc. . . .) débarqués des navires auxquels ils appartiennent pour être réparés ou visités ;

10° — Les cargaisons des navires en relâche forcée, mises temporairement à terre, pendant la durée des réparations, sous réserve que ces navires ne se livrent à aucune opération commerciale et que la marchandise soit réexportée.

ART. 3. — Le mode d'assiette et la quotité du droit de statistique sont fixés ainsi qu'il suit :

MARCHANDISES IMPOSABLES	NUMÉROS CORRESPONDANT DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	ESPÈCE IMPOSABLE	QUOTITÉ DU DROIT
Animaux vivants: bêtes de somme et bestiaux	1 à 8	La tête	3 frs.
Viandes fraîches et viandes réfrigérées ou congelées, viandes salées ou en saumure, préparées ou non (autres que conserves en boîtes ou en récipients clos) et viandes séchées de toutes sortes (morceaux, lanières, poudre, etc.) exportées	15 à 20 bis	La tonne métrique	3 »
Engrais organiques et engrais d'origine végétale	78 à 80	—	3 »
Maïs en grains	114	—	3 »
Fruits frais de table ou autres forcés ou non (à l'exclusion des colas).	149 à 155 et 157 à 162	—	3 »
Fruits et graines oléagineux	180 à 200	—	3 »
Gommes arabiques (dures, friables et déchets, marrons, baccasques)	275 a à 275 c	—	3 »
Paille de bois	309	—	3 »
Légumes frais	347 à 349	—	3 »
Paille de céréales pour l'emballage (nettoyée, blanchie ou teinte sans épi).	360	—	3 »
Tourteaux de graines oléagineuses et autres (1)	363 — 364	—	3 »
Sables, pierres, terres et minéraux bruts	Divers	—	3 »
Plâtres, chaux et ciment	429 à 432	—	3 »
Charbon de soute (à l'exclusion des briquettes et mazout destinés à l'avitaillement des navires)	438 — 439 449 et 450	—	2 »
Chlorure de sodium	597	—	3 »
Engrais chimiques (2)	627 a à 627 d	—	3 »
Paquets poste, colis postaux et aéropaquets exportés et ne contenant aucun des produits ou articles suivants :	pesant 3 K au plus — 3 K 001 à 5 Kgs.	Le paquet ou colis	3 » 5 »
Huiles volatiles ou essences, diamants et autres pierres gemmes de toutes sortes, bruts ou taillés, or pur ou allié en pépites, poudre, lingots, barres, tiré, laminé, filé, etc.	— 5 K 001 à 10 Kgs. — 10 K 001 à 15 Kgs. — 15 K 001 à 20 Kgs.	—	10 » 15 » 20 »
Bijoux en or et ors indigènes		—	
Tous autres produits ou marchandises non spécialement tarifés ci-dessus	Emballés (c'est-à-dire pourvus d'une enveloppe ou d'un emballage de manière à constituer un colis) En vrac	Le colis La tonne	3 » 3 »

(1) Le son gras d'arachides (coques et menues brisures d'arachides provenant du décorticage et la pâte d'arachides (produit résiduaire provenant des arachides pressées pour l'extraction de l'huile) sont assimilés aux graines oléagineuses ;

(2) Les amendements sont assimilés aux engrais chimiques ainsi que les os, cornes, ongloes et pointes de cornes.

ART. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1944

J. NOUTARY

ARRETE N° 186 D. du 8 avril 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo, notamment l'article 114 ainsi conçu :

« Lorsque l'apposition des plombs est nécessaire le prix en est remboursé par les intéressés suivant un tarif fixé par le commissaire de la République » ;

Vu l'arrêté n° 209 du 15 avril 1937 portant fixation du taux de remboursement des plombs apposés par le service des douanes du Togo ;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 avril 1944 ;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. — Le taux de remboursement des plombs apposés par le Service des Douanes est fixé à quatre francs par plomb. Ce prix comprend la fourniture de la matière première, celle des cordes et ficelles ainsi que la main-d'œuvre d'apposition, les déclarants ayant à assurer la manipulation des colis, des portes ou panneaux des véhicules.

Le prix des plombs est réduit à deux francs pour les échantillons destinés à accompagner les marchandises circulant elles-mêmes sous plomb.

Le plombage est gratuit pour les colis postaux et paquets postaux ainsi que dans les cas prévus à l'article 18 du décret susvisé du 11 novembre 1926.

ART. 2. — Le chef du service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé le 8 Avril 1944

J. NOUTARY

ARRETE N° 187 D. du 8 avril 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des

dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937; —

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France;

Vu l'arrêté 161 du 12 juillet 1923 fixant les conditions de magasinage en douane des marchandises importées, modifié et complété par l'arrêté n° 195 du 5 juin 1926;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 avril 1944;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises constituées en dépôt, en application des dispositions des articles 42 à 44 du décret du 11 novembre 1926, dans le magasin de la douane et non enlevées dans les onze jours de la date de l'importation au Territoire seront inscrites au registre de magasinage et acquitteront les taxes suivantes :

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	TARIF APPLICABLE	
	Du 1 ^{er} au 30 ^e jour inclus.	Du 31 ^e jour inclus au jour de la sortie inclus.
Colis postaux	0 fr. 15 par colis et par jour.	0 fr. 25 par colis et par jour.
Armes laissées en dépôt par les particuliers	0 fr. 15 par arme et par jour.	0 fr. 15 par arme et par jour.
Marchandises en vrac (c'est-à-dire dépourvues de tout emballage ou ligature), et marchandises sous simple lien.	0 fr. 70 par jour et par tonne ou fraction de tonne d'une même marchandise.	1 fr. 25
Marchandises autres que colis postaux et armes ci-dessus.		
Marchandises emballées	colis de 100 kgs. et moins colis de plus de 100 kgs.	0 fr. 30 par colis et par jour. 0 fr. 70 par colis et par jour.
		0 fr. 70 par colis et par jour. 1 fr. 25 par colis et par jour.

ART. 2. — Les taux qui précèdent sont applicables du jour de l'inscription des marchandises au registre de dépôt inclus jusqu'au jour de la sortie du magasin inclus.

ART. 3. — Lorsque plusieurs colis ayant le même destinataire sont mis en fardeaux d'après les usages commerciaux, c'est-à-dire superposés ou juxtaposés l'un à l'autre et fortement maintenus soit par une enveloppe commune, soit par des liens ou cordes, en fer, en bois, en fibres textiles etc., le groupe ne compte que pour un colis.

ART. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 5. — Le Chef du Service des Douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1944.

J. NOUTARY

ARRETE N° 188 D. du 8 avril 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 674 du 20 décembre 1930 autorisant le service des douanes à délivrer certains imprimés et fixant le taux de remboursement d'espèces imprimés;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 avril 1944;

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté 674 du 20 décembre 1930 précité est modifié comme suit:

Le prix de cession de la formule est fixé à un franc cinquante.

ART. 2 — Le chef du Service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 Avril 1944

J. NOUTARY

Véhicules automobiles

ADDITIF à la décision n° 604 T P. du 30 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.

ARTICLE PREMIER. —

5^{me} paragraphe — Véhicules des agents de maisons de commerce pour visites des marchés ou succursales (vie économique du territoire)

Ajouter: 1406 Citroën (5 places) Louis Piquelin.

Le reste sans changement.

Indemnités

ADDITIF aux arrêtés n° 68 F, 69 F, et 70 F du 5 février 1944, relatifs aux indemnités (J. O. Togo du 1^{er} mars 1944 — Pages 134 à 138.)

APRÈS :

Rendu provisoirement exécutoire (cf. cablogramme n° 60 F/2 du 18 février 1944 du Gouverneur général, Haut-Commissaire.)

AJOUTER :

Approbation ministérielle notifiée par cablogramme n° 91 F/2 du 24 mars 1944 du Gouverneur général, Haut-Commissaire.

Personnel auxiliaire

RECTIFICATIF au Règlement intérieur du 24 Février 1944 concernant le personnel auxiliaire des Cercles, Bureaux et Services du Territoire du Togo.
ARTICLE 4. — ...

ÉCHELLE 1.

Au lieu de :

Aides-Vaccinateurs-Vétérinaires

Lire :

Aides-infirmiers du Service de l'Élevage.

ÉCHELLE 11.

Au lieu de :

Vaccinateurs-Vétérinaires

Lire :

Infirmiers du Service de l'Élevage.

RECTIFICATIF au tableau annexe n° 1 (Personnel Européen) joint au Règlement intérieur du 24 Février 1944 concernant le personnel auxiliaire des Cercles, Bureaux et Services du territoire du Togo et inséré au J. O. T. du 16 mars 1944, page 169

3^{ème} colonne du tableau

au lieu de :

ECHELONS	SALAIRES	CATÉGORIE
		EUROPÉENNE

Lire :

ECHELONS	SALAIRES	CATÉGORIE EUROPÉENNE
		5 ^{ème}

Station de repos d'Alédjo

ERRATUM à l'arrêté n° 120 F du 6 mars 1944 réglementant à nouveau le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo (Cercle de Sokodé). (J. O. T. du 16 mars 1944 — Page 172).

2^{ème} colonne.

ART. 7 — 6^{ème} ligne

Au lieu de :

..... à l'exception de la fourniture

Lire :

..... à l'exception de la nourriture

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Mutation**

Par décision du Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du :

17 Mars 1944. — M. Chardard Auguste, contrôleur hors-classe du cadre commun supérieur des Douanes de l'A.O.F. actuellement en service au Togo, est remis à la disposition du Gouverneur de la Côte d'Ivoire.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPEEN****Passage à l'échelon supérieur de solde**

Par décision N° 149 P du :

1^{er} Avril 1944 — Le passage automatique à l'échelon supérieur de solde suivant est constaté pour compter du 1^{er} Avril 1944 parmi le personnel du cadre local européen des Chemins de Fer du Togo :

M. Pinelli Roch, sous-chef de bureau, avant 4 ans passe sous-chef de bureau après 4 ans et conserve dans cet échelon une ancienneté de 2 mois pour rappel de services militaires.

Agents auxiliaires**Nomination — Affectation**

Par décision N° 139 P du :

26 Mars 1944 — Mademoiselle Marguerite Verheke, en religion Sœur Emmanuel, infirmière diplômée d'État et diplômée de puériculture et d'hygiène infantile est engagée, pour compter du 1^{er} Avril 1944, en qualité d'infirmière à titre essentiellement précaire et révocable et mise à la disposition du directeur de la santé publique au Togo pour diriger le dispensaire de Yadé (subdivision de Lama-Kara).

Elle aura droit en cette qualité à un salaire mensuel global de mille cinq cents francs (1.500 frs.), à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

PERSONNEL INDIGÈNE**Reclassement**

Par arrêté N° 177 P du :

6 Avril 1944 : La situation du commis d'administration principal Folly Michel qui a subi un préjudice de carrière, est rétablie comme suit :

Commis d'administration principal de 2^{ème} classe pour compter du 1^{er} Juillet 1942 au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

Mutations

Par décision N° 152 P du :

4 Avril 1944 — Le commis-expéditionnaire-adjoint de 4^{ème} classe du cadre spécial du Gouvernement général de l'A.O.F., Mensah Emmanuel, en service au bureau des Finances est détaché à la Subdivision

des Travaux Publics du Sud, pour remplir les fonctions de comptable en remplacement du commis adjoint de 2^{ème} classe du cadre commun secondaire des Services Financiers de l'A.O.F., Sitti Joël Zounda, réintégré dans son cadre et affecté au Gouvernement général à Dakar.

Par décision N° 156 P du :

8 Avril 1944 : Le commis d'administration de 8^{ème} classe Ahoomey Hermann, précédemment en service au Cercle du Centre, actuellement en congé, est affecté provisoirement au Bureau du Personnel, en remplacement du commis d'administration principal de 6^{ème} classe, Dossah Paul, titulaire d'un congé de convalescence.

Maintien en fonctions

Par arrêté N° 180 P du :

8 Avril 1944 : Les agents dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge pour la retraite, sont maintenus en fonctions pour une durée d'un an :

Vidjrakou, chef mécanicien de 6^{ème} classe des C.F.T. pour compter du 3 Janvier 1944 ;

Kloutse Mensah Agbodo, mécanicien de 1^{ère} classe des C.F.T., pour compter du 17 Avril 1944 ;

Adjivon Séverin, commis d'administration principal de 4^{ème} classe, pour compter du 5 Mai 1944 ;

Wilson Edouard, maître-ouvrier de 1^{ère} classe des C.F.T., pour compter du 25 Août 1944.

Suspension de fonctions

Par arrêté N° 173 P du :

31 Mars 1944 : Le chef d'équipe de 4^{ème} classe des C.F.T. Adoté. Alphonse, en service à la 8^{ème} brigade du Chemin de Fer est, et ce jusqu'à intervention du jugement par le tribunal compétent, suspendu de ses fonctions pour compter du 16 Mars 1944, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt sous l'inculpation d'escroquerie.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut déchargé de tous accessoires de solde.

ERRATUM à l'arrêté N° 148 P du 22 Mars 1944 portant suspension de fonctions.

Au lieu de :

Le moniteur-auxiliaire de 5^{ème} classe stagiaire de l'Agriculture, Agbekponou Kodjo Jérôme, en service au cercle de Lomé, prévenu de corruption passive est, et ce jusqu'à jugement à intervenir, suspendu de ses fonctions pour compter du 15 Mars 1944.

Lire :

Le moniteur-auxiliaire de 5^{ème} classe stagiaire de l'Agriculture, Agbekponou Kodjo Jérôme, en service au Cercle de Lomé, prévenu de corruption passive est, et ce jusqu'à jugement à intervenir, suspendu de ses fonctions pour compter de la date de la notification du présent arrêté à l'intéressé.

Le reste sans changement.

Par arrêté N° 175 P du :

1^{er} Avril 1944 : Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté N° 148 P du 22 Mars et de l'erratum du 29 Mars 1944 portant suspension de fonctions du moniteur-auxiliaire de 5^{ème} classe stagiaire de l'Agriculture, Agbekponou Kodjo Jérôme, en service au Cercle de Lomé.

Retraite

Par arrêté n° 179 P. du :

8 avril 1944. — Sont admis d'office à la retraite pour compter du 1^{er} octobre 1944, pour ancienneté de service, les agents des cadres locaux indigènes des Chemins de Fer du Togo dont les noms suivent :

Tiamiyou Arnold, ouvrier de 1^{ère} classe.

Amegnon Lanzo, premier-maître canotier.

Révocations

Par arrêté n° 162 P. du :

25 mars 1944. — L'infirmier de 1^{ère} classe du cadre local du Togo Abbey Robert, précédemment en service à Blitta est révoqué de ses fonctions pour compter du 1^{er} mars 1944, date à laquelle il a refusé de rejoindre Guérin-Kouka, son nouveau poste d'affectation.

Par arrêté n° 178 P. du :

6 avril 1944. — Le facteur-enregistreur de 2^{ème} classe des C. F. T. Ajayon Sébastien René, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 118 P. du 6 mars 1944 est révoqué pour compter du 13 mars 1944, date à laquelle il a été condamné par jugement du tribunal de 1^{er} degré de Lomé à :

1^o) 6 mois de prison pour opérations de change,

2^o) 18 mois de prison pour tentative de vol,

3^o) 2 ans de prison pour concussion,

avec confusion des peines et bénéfice du sursis et en outre à 41 francs de dommages-intérêts et incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

Agents auxiliaires

Nominations — Affectations

Par décision n° 134 P. du :

24 mars 1944. — Sont engagés pour compter du 1^{er} avril 1944, en qualité de :

Aide-commis-expéditionnaire-auxiliaire

Echelle 2 échelon 2

Atoutonou Emmanuel, agent journalier, en service à la Subdivision de Palimé.

Atsu Jean, agent journalier, en service à la Subdivision de Palimé.

Pethos Gratien, agent journalier, en service au Trésor à Lomé.

Par décision n° 146 P. du :

1^{er} avril 1944. — Est engagé pour compter du 1^{er} avril 1944, en qualité de :

Magasinier-auxiliaire (Echelle 1 échelon 1)

Seignikin Stanislas, agent journalier en service au Groupe Radioélectrique du Togo, à Lomé.

Par décision n° 157 P. du :

8 avril 1944. — Sont engagés en qualité de moniteurs-auxiliaires de l'Enseignement (Echelle II Echelon I) et reçoivent les affectations suivantes, les nommés :

Zekpa Antoine, Ecole régionale de Palimé, en remplacement du moniteur de 1^{re} classe Agomessou Lucien, décédé;

Prince Agbodjan Edée, Ecole régionale de Sokodé, en remplacement de l'instituteur-auxiliaire de 2^e classe Géraldo Laminou, révoqué.

La présente décision aura effet pour compter du jour, soit de la prise de service, soit de la mise en route des intéressés.

Gardes frontières

Tableau d'avancement — Promotions

Par arrêté n° 168 P. du :

29 mars 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le 1^{er} semestre de l'année 1944 les agents du cadre local indigène des gardes-frontières des Douanes du Togo dont les noms suivent :

Pour le grade de sergent 1^{er} échelon

Pethos Dominique, caporal 2^{ème} échelon.

Pour le grade de caporal 2^{ème} échelon

Comlan Dossah, caporal 1^{er} échelon.

Adjo Nouvor, caporal 1^{er} échelon.

Toye Sessou, caporal 1^{er} échelon.

Pour le grade de caporal 1^{er} échelon

Lassey Marc, garde-frontière de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde-frontière de 3^{ème} classe

Vikoun Robert, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Lawson Bernard, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Biraimah Joseph, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Adjin André, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Tague Ganda, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Francis Raphaël, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Pour le grade de garde-frontière de 4^{ème} classe

Hinouho Messan Langan, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Fanou Lokossa, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Agbokou Constantin, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Bruce Esaïe, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Johnson Fréjus, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Par arrêté n° 169 P. du :

29 mars 1944. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1944 dans le cadre local indigène des gardes-frontières du Togo :

Au grade de sergent 1^{er} échelon

Pethos Dominique, caporal 2^{ème} échelon.

Au grade de caporal 2^{ème} échelon

Comlan Dossah, caporal 1^{er} échelon.

Adjo Nouvor, caporal 1^{er} échelon.

Toye Sessou, caporal 1^{er} échelon.

Au grade de caporal 1^{er} échelon

Lassey Marc, garde-frontière de 1^{re} classe.

Au grade de garde-frontière de 3^{ème} classe

Vikoun Robert, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Lawson Bernard, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Biraimah Joseph, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Adjin André, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Tague Ganda, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Francis Raphaël, garde-frontière de 4^{ème} classe.

Au grade de garde-frontière de 4^{ème} classe

Hinouho Messan Langan, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Fanou Lokossa, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Agbokou Constantin, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Bruce Esaïe, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Johnson Fréjus, garde-frontière de 5^{ème} classe.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 160 P. du :

25 mars 1944. — Le caporal-garde-frontière 2^{ème} échelon Soglo François et le garde-frontière stagiaire Ayité Ayikoué Edouard, en service à la brigade des Douanes à Lomé sont, et ce jusqu'à intervention du jugement par le tribunal compétent, suspendus de leurs fonctions pour compter du 9 mars 1944, date à laquelle ils ont été placés sous mandat de dépôt sous l'inculpation de corruption passive.

Pendant la durée de leur suspension de fonctions les susnommés n'auront droit qu'à la moitié de leur traitement brut dégage de tous accessoires de solde.

DIVERS

Allocation de retraite

Par arrêté n° 184 P. du :

8 avril 1944. — Une allocation de retraite pour ancienneté de service au taux annuel de : QUATRE MILLE SEPT CENT CINQUANTE SIX francs (4.756 frs.) avec jouissance du 11 janvier 1944, est attribuée à M. Mensah Yao Christophe, Aide-Médecin de 1^{re} classe du cadre supérieur du Togo, né à Agou-Tomégbé, canton d'Agou-Tafié, Subdivision de Palimé (Togo) en 1891, 35 ans 8 mois et 22 jours de services effectifs.

M. Mensah Yao Christophe, continuera à percevoir l'indemnité pour charges de famille à laquelle il a droit conformément à l'article 15 de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937.

Association

Par arrêté n° 181 A.P.A. du :

8 avril 1944. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une société théâtrale, musicale et sportive dénommée « LA RENAISSANCE » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Commandement indigène

Par arrêté n° 172 A. P. A. du :

31 mars 1944. — Le nommé Mardja, est nommé chef du canton de Biankouri.

Commission

Par décision n° 154 A. P. A. du :

6 avril 1944. — Sont désignés comme membres non fonctionnaires de la commission des réquisitions des personnes, instituée par le décret du 2 mai 1939 :

M. M. Bastard, Agent fondé de pouvoirs de la Cie. F.A.O., représentant du Commerce.

Zèle, Agent fondé de pouvoirs des Etablissements EYCHENNE, représentant de l'Industrie.

Augustino de Souza, notable-propriétaire, pour les réquisitionnés indigènes.

Enseignement**Diplôme d'aptitude professionnelle**

Par décision n° 141 E. du :

29 mars 1944. — Les instituteurs dont les noms suivent :

Tettekpoé Léopold, instituteur ord. de 1^{re} classe, Kponton Hubert instituteur ord. de 2^{me} classe, sont déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques du diplôme d'aptitude professionnelle.

En cas d'échec, M. Kponton Hubert conserve le bénéfice de l'admissibilité pour la session suivante.

Expulsion

Par arrêté n° 189 A. P. A. du :

8 avril 1944. — Il est enjoint au nommé Stephans Kouanou, né à Adafianou (Gold-Coast), fils de feu Kouanou et de Tchochio, âgé de 31 ans environ, célibataire, sans enfant, de race et coutume aoulan, de quitter le Territoire du Togo, dans un délai de huit jours, à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du Chef du Service de la Sécurité du Togo.

Il lui est interdit de réparaître sur toute l'étendue du Territoire du Togo.

Indemnité pour perte d'effets

Par décision n° 142 P. du :

29 mars 1944. — Une indemnité pour perte totale d'effets de (14.400 francs) QUATORZE MILLE QUATRE CENTS francs est accordée à M. Marchand Maurice, conseiller de 1^{re} classe à la cour d'Appel, procureur de la

République à Lomé, actuellement en résidence à Alger, pour les pertes subies par lui en 1943, au cours du transport de ses bagages, par voie maritime à la suite de son rapatriement sur l'Afrique du Nord.

Par décision n° 147 F. du :

1^{er} avril 1944. — Une indemnité pour perte totale d'effets de QUATORZE MILLE QUATRE CENTS francs (14.400) est accordée à M. Rives, Administrateur des colonies, Chef de Cabinet du Commissaire de la République pour les pertes subies par lui le 2 mars 1944 au cours du transport de ses bagages, par voie maritime à la suite de son affectation au Togo.

Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 165 A. P. A. du :

26 mars 1944. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu ci-après désigné, de la prison de Lomé : Moussa Ousman, âgé de 39 ans environ, né vers 1905 à Douala (Caméroun), fils de feu Moussa et de feu Alima, de race et coutume haoussa, de statut musulman, sans profession, célibataire, sans enfant, incarcéré le 18 novembre 1943 et condamné par jugement n° 404 du 29 novembre 1943 du Tribunal du premier degré de Lomé à un an d'emprisonnement pour vol et à la restitution de la somme volée.

Par arrêté n° 170 A. P. A. du :

31 mars 1944. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Mango, pendant une durée de dix ans, pour compter du 21 Avril 1944, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Pandé, âgé de 29 ans environ, né à Ataloté (subdivision de Mango) vers 1915, fils de feu Nassitchédré et de Kantogbé, domicilié à Sokodé, condamné à trois ans de prison restitution des objets volés et dix ans d'interdiction de séjour, pour vol avec effraction, par jugement n° 8 en date du 3 mai 1941 du tribunal du premier degré de Sokodé.

Métis

Par décision N° 131 F. du :

24 mars 1944 — Sont accordées pour l'année 1944 et pour compter du 1^{er} janvier 1944, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après désignés :

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNE HABILITÉE A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCATIONS	RÉSIDENT
Anécho	Internat de Notre-Dame des Apôtres à Anécho	Clairette Ablavi Innocentia Adjoa Rebecca Ablavi	13 ans 13 ans 13 ans	4,50 4,50 4,50	Madame Marie Corbineau en religion Sœur Emilienne.	Anécho

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations

sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

Rôles

Par arrêté n° 191 cd. du :

10 avril 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires exercice 1943 ci-après s'élevant à la somme de : Deux cent soixante huit mille six cent quatre vingt sept francs soixante dix centimes.

N°s DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1943.				
242	Lomé C. M.	Impôt personnel (taxe fixe)	1.000,—	
		Rachat des prestations	160,—	1.160,—
243	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	1.550,—	
		Rachat des prestations indigènes	260,—	1.810,—
244	—	Patentes	5.460,—	
245	—	Licences	700,—	
246	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
247	—	Taxe sur armes non perfectionnées	24,—	
248	—	Taxe sur les bicyclettes	6.720,—	
249	—	Taxe sur les chiens	280,—	16.194,—
250	Lomé-Subdivision	Taxe sur armes de traite	4.840,—	4.840,—
251	Tsévié	Patentes	16.045,—	
252	—	Patentes	800,—	16.845,—
253	Palimé	Impôt personnel (taxe fixe)	500,—	
		Rachat des prestations	80,—	580,—
254	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	3.090,—	
		Rachat des prestations indigènes	605,—	3.695,—
255	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	1.965,—	
256	—	Rachat des prestations (européens)	80,—	
257	—	Rachat des prestations (indigènes)	120,—	
258	—	Rachat des prestations (indigènes)	85,—	
259	—	Patentes	7.066,20	
260	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
261	—	Taxe sur armes de traite	3.024,—	
262	—	Taxe sur les bicyclettes	120,—	16.775,20
263	Sokodé	Rachat des prestations (indigènes)	15.680,—	
264	—	Rôle de régularisation des prestations en nature	8.640,—	
265	—	— do —	7.260,—	
266	—	— do —	108.000,—	139.580,—
267	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	160,—	
		Rachat des prestations indigènes	25,—	185,—
268	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord.	318,50	
		Rachat des prestations (indigènes)	240,—	558,50
269	—	Impôt sur la population flottante	3.810,—	
270	—	Patentes	50,—	
271	—	Taxe sur les bicyclettes	90,—	4.693,50
272	Mango	Patentes	49.875,—	
273	—	Taxe sur les armes perfectionnées	60,—	
274	—	Rachat des prestations (indigènes)	19.825,—	69.760,—
TOTAL				268.687,70

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 11 avril 1944.

Secours

Par décision n° 158 F. du :

11 avril 1944. — Un secours éventuel de CINQ CENT SOIXANTE DIX NEUF frs (579 frs) correspondant à un mois de solde du garde-frontière de 4^e classe Mihayé Christophe, décédé à Lomé le 28 décembre 1943, est accordé à sa veuve Mihayé Kétau.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 164 A E/1 en date du :

26 mars 1944. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire des cotisations de la Société Indigène de Prévoyance de Lama-Kara pour l'année 1943 arrêté à la somme de : MILLE SEPT CENT QUARANTE francs (1.740 frs).

Subvention

Par décision n° 128 F. du :

24 mars 1944. — Une subvention exceptionnelle de 3.804 frs 75 est accordée à la Société Indigène de Prévoyance de Sokodé.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours**

Contrôleur et vérificateur des Douanes de l'A. O. F.

AURONT LIEU A LOMÉ :

1^o — Les 2 et 3 Juin 1944 : Concours pour l'emploi de Contrôleur des Douanes de l'A.O.F. Nombre de places mises au concours : 6.

2^o — Les 28 et 29 Juillet 1944 : Concours pour l'emploi de Vérificateur des Douanes de l'A. O. F. Nombre de places mises au concours : 6.

Pour tous renseignements, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

Inspecteur-auxiliaire de la police du Togo

Un concours pour l'emploi d'inspecteur-auxiliaire de police sera ouvert les 6 et 7 Juin 1944 à Lomé.

Le nombre de places mises au concours est fixé à cinq.

Les conditions d'admission sont les suivantes :

1^o — être originaire du territoire du Togo, ou sujet français.

2^o — être âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus et avoir une taille de 1^m.70 au minimum.

Pour les candidats justifiant de services militaires, la limite d'âge est prorogée d'une durée égale à la durée de ces services, sans qu'elle puisse toutefois dépasser 35 ans.

3^o — être au moins titulaire du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Les candidats titulaires du certificat de fin d'études primaires supérieures qui auront obtenu la moyenne exigée pour l'admission au concours bénéficieront d'une majoration de trente points.

Les candidats doivent fournir en même temps que leur demande :

1^o — une copie de leur acte de naissance ou un certificat administratif en tenant lieu;

2^o — un certificat de bonnes vie et mœurs de moins de trois mois de date;

3^o — une copie certifiée conforme de leurs diplômes;

4^o — un certificat médical de moins de trois mois de date constatant leur aptitude à l'emploi d'inspecteur-auxiliaire de police (Le certificat doit porter la mention de la taille des candidats);

5^o — une pièce indiquant leur position militaire;

6^o — un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date.

Les demandes d'inscription et les dossiers seront adressés à M. le Commissaire de la République à Lomé avant le 20 mai 1944.

NOTICE DE RENSEIGNEMENTS

à l'usage des civils, militaires et marins et de leurs familles dirigés de l'A. O. F. sur l'A. F. N., la Corse et sur tous autres territoires français libérés.

Exportation de la Colonie de denrées et produits soumis à des restrictions de sortie.

DESIGNATION	QUANTITES AUTORISÉES	REFERENCES	OBSERVATIONS
I — Savon ; Café vert ou torréfié ; Huile et graisses végétales de production locale ; Riz, maïs, mil, manioc, patates et autres végétaux exotiques similaires de production locale, en grains, racines, farines, féculs ou sous toutes autres formes ; Arachides ; Chocolat, confitures, confiserie de fabrication locale, cacao en grains ou broyé ; fruits frais, secs ou tapés ; Poissons, salés, séchés ou fumés d'origine locale ; Viande d'origine locale séchée ou salée ou conservée par tout autre moyen mais non enfermée dans des récipients métalliques hermétiquement clos ; Miel de production locale ; Beurre indigène et légumes secs ou séchés de production locale.	Quinze (15 kgs) au maximum par personne de tout ou partie des denrées énumérées ci-contre, à titre de provisions de ménage. Il est recommandé pour éviter des difficultés avec les douanes des pays de destination à ne pas emporter par personne 15 kgs d'une seule marchandise (15 kgs d'huile par exemple ou 15 kgs de café).	Arrêté n° 3797 du 31-10-43 (J. O. A. O. F. du 13-11-43)	L'autorisation d'exportation est délivrée sur demande effectuée auprès du service chargé de la distribution des carnets de rationnement puis visée par le bureau des douanes de sortie. Les produits et denrées ci-contre sont soumis au paiement des droits de sortie inscrits au tarif.

DESIGNATION	QUANTITES AUTORISÉES	REFERENCES	OBSERVATIONS
<p>2 — Farine (un kilogramme) Sucre (deux kilogrammes) Conservés ou pâtes alimentaires (deux kgs.) et pour les enfants âgés de moins de 7 ans une quantité de lait égale à un mois de rationne- ment en Afrique française.</p>	soit cinq (5 kgs) par personne (non compris le lait) à titre de provisions de rou- te.	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus.
<p>3 — Peaux de caïmans, de serpents; d'iguanes etc, tannées ou non; maroquinerie de fabrication locale (sacs, valises) etc. Tabletterie d'ivoire (brochés) colliers, fume-ciga- rettes, etc.</p>	Exportation libre dans la limite des besoins familiaux	Dérogation à l'arrêté n° 709 s. e. du 23-2-42 (J. O. A. O. F. du 28-2-42).	L'autorisation d'exportation n'est pas exi- gée. Ces articles demeurent soumis aux droits de sortie inscrits au tarif.
4 — Tissus neufs d'importation.	Tolérance 15 mè- tres par personne	—	Exempts de droits à la sortie.
5 — Tissus de fabrication locale (bandes de co- ton, couvertures etc).	Exportation libre dans la limite des besoins familiaux.	—	Exempts de droits à la sortie.
6 — Tabacs, cigares, cigarettes,	(1)	Tolérance	(1) légère quantité autorisée à titre de provisions de route.
7 — Bicyclettes usagées.	Autorisation d'ex- portation exigée.	Arrêté du 23- 2-42.	La demande d'autorisation d'exportation est à établir en double exemplaire sur/ formule 01 en vente dans le commerce. Faire viser à la production industrielle et dépôt à la Direction des Douanes de la Colonie.
8 — Objets usagés (ménagers ou d'utilisation courante tels que batterie de cuisine, verrerie, ar- genterie, lingerie et effets d'habillement, literie, tapis, mobilier, appareils de T. S. F., phonographes, machines à coudre, etc. . . .)	(2)		(2) Il est recommandé de se munir d'un certificat de déménagement délivré par l'autorité administrative du lieu de rési- dence à faire viser par le service des Douanes du port d'embarquement.
9 — Or brut; objets et alliages d'or non tra- vaillés ou grossièrement façonnés, sous forme de jones, torsades, anneaux, plaques etc.	(3)	Arrêté n° 3.958 F. du 6-11-42 (J. O. A. O. F. du 30-1-43. Ins- truction n° 368 F. du 16-1-43 modifiée le 8-7-43 (J. O. A. O. F. du 10-7-43).	(3) Exportation interdite sauf autorisation exceptionnelle.
10 — Bijoux ou objets en or portant un poin- çon de garantie officiel autre que la marque de la Direction des mines de l'A. O. F.	Suivant position sociale des voya- geurs.	Arrêté n° 3.958 F. du 6-11-42 J. O. A. O. F. du 30-1-43. Ins- truction n° 368 F. du 16-1-43 modifiée le 8-7-43 (J. O. A. O. F. du 10-7-43).	Exempts de droit à la sortie. Importation et exportation libres.

DESIGNATION	QUANTITES AUTORISÉES	REFERENCES	OBSERVATIONS
<p>11 — Bijoux ou objets en or de fabrication locale;</p> <p>a) non poinçonnés mais ayant fait l'objet d'une déclaration aux autorités administratives dans le délai de 2 mois après la publication de l'arrêté du 6 novembre 1942.</p> <p>b) revêtus de la marque de la Direction des mines de l'A. O. F. dans les conditions fixées par l'instruction ci-contre.</p> <p>c) en filigrane; lorsque les bijoux ou objets repris aux catégories a et c,</p> <p>1° excèdent le poids unitaire de 50 grammes; lorsque les bijoux ou objets repris aux catégories a, b et c</p> <p>2° excèdent le poids global de 50 grammes pour une personne ou de 100 grammes pour famille quel que soit le nombre de ses membres.</p>	Variable	<p>Article 11 de l'arrêté du 6-11-42.</p> <p>Instruction n° 368 F. du 16-1-43 modifiée le 8-7-43.</p> <p>Art. 2 et 18 de l'arrêté du 6-11-42.</p>	<p>Droits de sortie à acquitter à raison de 20 frs. par gramme quel que soit le titre</p> <p>Autorisation d'exportation à établir en double sur formule n° 5 dont modèle joint à l'arrêté</p> <p>et à adresser au chef du service des Douanes dans chaque colonie.</p>
<p>12 — Bijoux ou objets en or de fabrication locale :</p> <p>a) d'un poids unitaire de 50 grammes ou inférieur à 50 grammes poinçonnés ou non, ayant fait l'objet d'une déclaration dans le délai imparti (sous réserve que le poids total des bijoux exportés par la même personne ou la même famille n'excède pas 50 grs. ou 100 grs. selon le cas;</p> <p>b) d'un poids total de 50 grs. par personne ou de 100 grs. par famille sous réserve que les bijoux ou objets satisfassent à l'une des conditions ci-après:</p> <p>1° avoir fait l'objet de la déclaration prévue à l'article 11 de l'arrêté;</p> <p>2° porter la marque du service des mines de l'A. O. F.;</p> <p>3° être entièrement travaillés en filigrane et peser 50 grs. au maximum par unité (sous réserve que le poids total des bijoux exportés par la même personne ou la même famille n'excède pas 50 grs. ou 100 grs. selon le cas).</p>	50 grammes par personne ou 100 grammes par famille quel que soit le nombre de ses membres.	<p>Arrêté général du 6-11-42 et instruction du 16-1-43 (J. O. A. O. F. du 30-1-43).</p>	<p>A déclarer</p> <p>Droits de sortie à acquitter à raison de 20 francs par gramme quel que soit le titre des bijoux.</p> <p>Pas de demande d'autorisation d'exportation à formuler.</p> <p>A noter qu'il est recommandé de conserver les quittances pour éviter toute expédition de droits.</p> <p>L'attention du public est appelée sur le fait que la marque du service des mines ne possède de valeurs qu'à l'intérieur des limites de l'A. O. F. Elle ne dispense nullement les propriétaires des bijoux ainsi marqués de se conformer à leur arrivée dans d'autres territoires aux lois et règlements sur la garantie en vigueur dans ces territoires.</p>

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le Mardi 2 Mai 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier N° 9, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance d'environ 6 ares 77 centiares, borné au Nord par la rue T. Anthony, à l'Est par T. 527 de Lomé aux héritiers Charles Quist, au Sud par la rue Duquesne, à l'Ouest par T. 312 de Lomé à Michel Arnoumou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adékambi Michel, maître-ouvrier ajusteur, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 20 janvier 1944, n° 1276.

Le Vendredi 5 Mai 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural en forme de polygone irrégulier, non bâti d'une contenance de 5 hectares 61 ares 7 centiares, borné au Nord par terrain au Chef Gbégnon, à l'Est par terrain à Agbavi Amégan, au Sud par terrains à Agbéké et aux héritiers Koudolo Gassou, à l'Ouest par terrain à Amégbor Tamakloé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kentzler Beno August, agent de commerce, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 4 janvier 1944, n° 1274.

Le Vendredi 5 Mai 1944 à quatorze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural ayant la forme de quadrilatère irrégulier, non bâti, d'une contenance de 35 ares 57 centiares, borné au Nord par terrain à Sossou Adjirakou, à l'Est par terrain à Amédédoken, au Sud par terrain à Apaloo,

à l'Ouest par terrain à Gahoun et Gaba, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mac-Leoson Amuzu Francis Nikué, employé de commerce, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 14 janvier 1944, n° 1275.

Le Vendredi 12 Mai 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier N° 9, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, bâti, d'une contenance d'environ 7 ares 16 centiares, borné au Nord par terrain à Gabriel Johnson, à l'Est par la rue de France, au Sud par la rue de Brazza, à l'Ouest par terrain à la dame Margarete de Médeiros née Ansah Tométi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Améga David, cuisinier, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 26 janvier 1944, n° 1277.

Le Vendredi 2 Juin 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 5, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, bâti, d'une contenance de 4 ares 2 centiares, borné au Nord par la rue d'Alsace-Lorraine, à l'Est par terrain à Simons James Comla, au Sud par terrain à Akuélé Soga T. 205 de Lomé, à l'Ouest par la rue d'Amoutivé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gozo Peter Ockanyi, planteur, demeurant à Porto-Séguro, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 14 février 1944, n° 1278.

Le Vendredi 2 Juin 1944 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier N° 6, Cercle de Lomé consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier, non bâti, d'une contenance d'environ 2 ares, borné au Nord par terrain à Amavi, à l'Est par T. 191 de Lomé à Augustino de Souza, au Sud par la rue du Lieutenant-Colonel Maroix, à l'Ouest par T. 294 du Territoire du Togo à Gayibor Joseph Mensah, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Armatoé Anna Magopui, revendeuse, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 6 Mars 1944, n° 1280.

Le Vendredi 9 Juin 1944 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural ayant la forme de polygone irrégulier, non bâti, d'une contenance d'environ 5 hectares 62 ares 32 centiares, borné au Nord par terrain à David Dorté Duéga, à l'Est par la lagune, au Sud par terrain à John A. Komblavi Adotévi, à l'Ouest par terrain à Dovon Avusey, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicio Marcellin de Souza, planteur et notable, demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 16 Février 1944, n° 1279.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.